REGARDS SUR L'EUROPE 4

Une travailleuse de la Commission

Après nos trois premières interviews qui nous ont permis de découvrir l'U.E. du point de vue d'un journaliste, d'un économiste et d'une députée Vice-Présidente, nous voici en compagnie de Myriam Verri qui nous fait pénétrer au cœur du fonctionnement quotidien d'un rouage essentiel de l'Institution.



Bonjour Myriam, Comment devient-on fonctionnaire européen?

Mon parcours est assez atypique. J'ai débuté ma carrière comme professeur de français et d'histoire dans l'enseignement secondaire. J'ai quitté l'enseignement après 7 ans et me suis orientée vers une entreprise privée, une PME travaillant dans le secteur médical. Après un retour sur les bancs de l'université pour effectuer un master en Sciences du Travail, je suis entrée à la Commission européenne, à la Direction Générale des Relations extérieures. Direction qui a été intégrée à la nouvelle Institution née du traité de Lisbonne : le Service Européen pour l'Action Extérieure.

Pour entrer dans ce service, j'ai passé différentes épreuves, organisées par l'EPSO, l'office chargé de sélectionner du personnel pour les institutions et agences de l'Union européenne : le Parlement européen, le Conseil, la Commission européenne, la Cour de justice, la Cour des comptes, le Service européen pour l'action extérieure, le Comité économique et social, le Comité des régions, le contrôleur

européen de la protection des données, le médiateur européen, etc.

Chaque institution recrute parmi la réserve des candidats sélectionnés par EPSO.

Les profils professionnels recherchés régulièrement sont les spécialistes en droit, en relations extérieures, en économie, en audit, en communication et le personnel de support : langues étrangères ou secrétariat administratif.

Mais il n'y a pas que des fonctionnaires qui travaillent au sein des Institutions européennes, il y a aussi beaucoup de personnel sous d'autres statuts : les agents contractuels, agents temporaires, personnel détaché des Etats membres, les stagiaires ou les intérimaires.

Quels types d'épreuves passe-t-on?

Il y a d'abord des tests. Autrefois ils consistaient essentiellement en connaissances des Institutions, des personnes ou de l'histoire. Mais cela pouvait cerner prioritairement une bonne mémoire. Aujourd'hui les tests sont centrés sur des compétences : compréhension de textes, analyse de tableaux numériques pour répondre à une question, capacité d'abstraction. Puisque ce sont tous des OCM, la finesse de réflexion essentielle. Or on passe les épreuves obligatoirement dans une autre langue que sa langue maternelle.

Ensuite il y a les interviews qui sont plus ciblés sur le profil attendu pour le poste.

Et votre service, il fait quoi?

Le SEAE est le corps diplomatique de l'Union européenne. Il aide le responsable des affaires étrangères de l'UE,

actuellement Catherine Ashton, Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, à mener la politique étrangère et de sécurité commune. Il dispose de délégations dans le monde entier, qui représentent l'UE dans son ensemble et travaillent pour le compte des Européens.

Et votre rôle?

Je suis assistante financière dans la division des ressources humaines, pour le personnel non-statutaire, du siège de l'U.E. et des délégations réparties dans le monde. C'est une gestion intégrée qui couvre à la fois les aspects juridiques et financiers de ces contrats. L'équipe où je suis assure le suivi budgétaire; comme voir dans quelles mesures les crédits ont été utilisés, s'ils n'ont pas été dépassés; et pour ceux qui n'ont pas été entièrement dépensés, proposer les affectations les plus pertinentes. Quand on souhaite ouvrir de nouveaux postes, il faut aussi voir si l'argent est disponible.

A cela s'ajoute une partie plus technique dans laquelle on trouve la rédaction de rapports de suivis des dépenses, les réponses aux audits internes qui ont lieu avant et après l'octroi du crédit.

Beaucoup de calculs donc ! Cela demande quelles qualités ?

Oui je passe ma vie dans les chiffres, il faut être précis et organisé. Nous pouvons gérer des budgets assez importants et les vérifications sont nombreuses. Il y a notamment le "contrôle à quatre yeux" qui implique que chaque étape doit être validée par une personne différente dans la délivrance du crédit. Il y a donc des auto-contrôles et des audits réguliers. Ce travail est évidemment important mais peu visible dans les médias.

Petite fourmi dans un grand machin ou petite brique dans une belle construction, on le vit comment au quotidien?

On se voit « petite pierre d'une belle construction » en travaillant dur comme des fourmis!

Même si c'est loin d'être l'image véhiculée par la croyance populaire. Au quotidien, on travaille énormément, sur des sujets généralement très techniques, très pointus. Pour les médias comme pour le public, l'UE c'est d'abord la politique; la construction européenne, ce sont les grandes réunions des conseils, Parlement, Commission. Notre travail a donc un côté fourmi peu visible à l'extérieur, fourmi également pour nous, car on ne voit pas de manière spectaculaire les résultats de nos actions. Mais nous avons conscience d'être un rouage essentiel au fonctionnement et à l'avancement du projet européen.

Quelles particularités dans ce travail?

Le plus frappant, c'est bien sûr le multilinguisme et la multiculturalité. Quand un nouveau arrive dans le service, la première chose qu'on lui demande, c'est quelle est sa langue préférentielle, car évidemment, chacun ne parle pas les langues de tous. Selon les services, les chefs de service, les compositions, on parle plutôt français ou plutôt anglais, les deux langues les plus usitées, même si dans les échanges de courrier, l'anglais dominant. Avec moi travaillent Espagnols, Portugais, Italiens, Allemands, Polonais, Grecs, on baigne dans une ambiance qui au début frappe beaucoup et puis on s'habitue.

Au-delà de la langue, il y a les cultures, chacun étant porteur de coutumes, de fêtes, de rythmes - on ne fixe pas un RV à une Allemande à 12h ou à un Espagnol à 14h, ils sont en heure de table. Ce qui est assez frappant, c'est que sans verser dans les stéréotypes, chacun semble un peu porteur des quelques traits que l'on attribue d'ordinaire à sa nationalité, même si, bien sûr, on peut aussi croire qu'on les observe parce qu'on les connait d'avance! Une autre chose particulière à notre travail, ce sont les personnages que l'on croise: je prends parfois l'ascenseur avec Mme Ashton. J'ai croisé M.Barroso et le roi Albert. Mme Clinton ou M.Van Rompuy nous ont rendu visite.

Un petit détail, lors des grand-messes européennes, quand tout le quartier est bouclé par les services de sécurité, mon badge me permet de les traverser et de rejoindre mon bureau!

Comment vivez-vous les critiques sévères que l'on adresse de plus en plus à l'UE ?

Il y a deux aspects : la critique des fonctionnaires européens, dont l'image est celle de la secrétaire qui gagne des sommes énormes en ne faisant quasi rien. Ca c'est très injuste pour plusieurs raisons: d'une part les compétences exigées et le niveau de ces compétences mettent la majorité des salaires à un niveau assez

semblable à celui du privé.

Même la dame qui vient distribuer le courrier doit parler au moins 2 langues et le travail étant souvent de nature juridique ou technique, la maitrise des langues doit être très élevée. Les épreuves à passer sont difficiles, très sélectives et à côté des examens, il y a des concours où il faut non seulement réussir mais être dans les premières places.

D'autre part, depuis la réforme Kinnock en 2004, tous les salaires ont été rabotés. Les nouveaux engagés le sont à un niveau moins élevé et la progression est plus lente. Enfin, comme dans toutes les administrations, il y a de plus en plus de personnel non-statutaire dont les salaires peuvent être fort banals. Il y a de nombreux niveaux différents et on ne doit évidemment pas assimiler tous les travailleurs de l'Europe aux cadres supérieurs qui peuvent avoisiner les 20.000 euros/mois, avec ancienneté et prime d'expatriement alors que beaucoup d'assistants ou secrétaires tournent autour de 2.500 euros/mois, la moyenne - brute étant de 5.000 euros.

Il faut rappeler que le poste "fonctionnaire" ne coûte que 3% du budget global de l'Europe qui sert surtout au financement de projets dans les pays membres.

La critique générale contre l'U.E. me semble être causée par les hommes politiques qui revendiquent souvent le succès et rejettent les décisions difficiles sur Bruxelles, qui sert alors de parapluie. Mais aussi par les médias qui font souvent un amalgame entre les fonctionnaires et les députés : que ce soit pour les émoluments ou pour le taux de travail/présence, ce peut être très différent! Les reportages ou les articles visent souvent plus le sensationnalisme que l'information précise, moins susceptible de faire monter l'audimat.

Bien sûr, il y a des idéalistes qui veulent vraiment faire évoluer le bien collectif européen vers plus d'union et d'autres qui cherchent plutôt à faire carrière mais cela existe dans tout milieu de travail.

Que devraient faire les profs pour intéresser à l'Europe ?

D'abord décortiquer le "magma européen" que peu de gens comprennent. Il y a des critiques qui peuvent exister simplement parce que le public voit mal comment tout s'articule, qui fait quoi.

Pas mettre l'accent sur les dates mais le fonctionnement.

D'autre part, mettre en évidence ce que l'on doit à l'Europe, donc pas chercher toujours ce qui est "à cause de " mais "grâce à ".

Beaucoup de citoyens de l'Europe n'imaginent pas de manière concrète et utile ce que l'UE décide: sans rappeler longuement la paix entre les peuples depuis 60 ans, on peut citer par exemple le GSM avec l'obligation que tous les chargeurs soient compatibles ou que le rooming soit moins cher. Si on a détecté la viande chevaline, c'est parce que l'UE a mis en place la traçabilité. Il y a bien sûr la monnaie unique et l'espace Schengen. On est tellement habitué qu'on ne se rend plus compte de la facilité mais les anciens doivent se rappeler l'époque où on s'arrêtait à chaque frontière et où, en changeant son argent dans chaque pays, on perdait à chaque opération, sans compter les calculs mentaux compliqués. Il y a aussi des actions impossibles à mener seul : la mesure prise contre le monopole de Microsoft a été conduite par l'UE, jamais un pays n'y serait arrivé.

Enfin si on répartit l'ensemble du coût sur les citoyens, ce que l'Europe coûte chaque année au citoyen est très réduit pour ce qu'elle a introduit de positif dans sa vie.